

Considérant que la décision motivée du Conseil des ministres d'ajouter la personne figurant à la liste de l'Annexe 1 précitée lui sera individuellement notifiée;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La liste contenue à l'Annexe 1 de la personne à ajouter dans la liste des personnes et entités visées aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, établie par l'arrêté royal du 30 mai 2016 et modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 octobre 2022, est annexée au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Leon, le 3 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Annexe 1^{re} ajoutant une personne à la liste de l'arrêté royal du 3 avril 2023 modifiant la liste des personnes et entités visée aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme

Personne à ajouter à la liste des personnes et entités visée aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme :

1. TEMSAMANI RACHID

(NRN 89.11.22-379.34)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 avril 2023 modifiant la liste des personnes et entités visée aux articles 3 et 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/41707]

7 AVRIL 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2020 sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises, et abrogeant l'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 2018 sur la Caisse et Dépôts et Consignations, les articles 4, alinéa 2 et 20, alinéa 8 ;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2020 sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Overwegende dat de gemotiveerde beslissing van de Ministerraad om de persoon vermeld op de lijst van Bijlage 1 toe te voegen, hen individueel zal worden ter kennis gebracht;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De lijst vervat in Bijlage 1 van de toe te voegen persoon in de lijst van personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 30 mei 2016 en laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 oktober 2021, is als bijlage bij dit besluit gevoegd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Leon, 3 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Bijlage 1 toevoegende één persoon aan de lijst bij het koninklijk besluit van 3 april 2023 tot wijziging van de lijst van personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme

Persoon toe te voegen aan de lijst van personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme:

1. TEMSAMANI RACHID

(NRN 89.11.22-379.34)

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 3 april 2023 tot wijziging van de lijst van personen en entiteiten bedoeld in artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2023/41707]

7 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2020 op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's, en tot opheffing van het ministerieel besluit van 13 oktober 2016 tot vaststelling van de rentevoet van de uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, deposito's en borgtochten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas, de artikelen 4, tweede lid en 20, achtste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2020 op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 oktober 2016 tot vaststelling van de rentevoet van de uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, deposito's en borgtochten;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au budget, donné le 9 mars 2023 ;

Vu l'avis 73.222/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'abrogation de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 susmentionné, la fixation du taux d'intérêt pour les consignations à la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que les modalités de calcul de ce taux sont insérées dans les articles 4 à 4/2 de l'arrêté royal du 4 mai 2020.

Considérant qu'un taux de rémunération trop élevé des consignations déposées à la Caisse des dépôts et Consignations pourrait nuire au niveau de la dette publique si ces montants ne pouvaient pas suffisamment rapidement être absorbés dans le besoin de financement de l'Agence fédérale de la dette après application de l'article 115, alinéa 1^{er}, de la loi portant dispositions fiscales et financières diverses du 21 décembre 2013, et accentuer le risque de refinancement de l'Etat fédéral; le projet d'arrêté royal fixe un seuil maximum de 2,50 % au nouveau taux d'intérêt.

Considérant l'objectif d'éviter les risques pour le financement de l'Etat ou la bonne gestion de la dette publique qu'entraîneraient des dépôts volontaires massifs, le présent projet permet une limitation ou suspension de ces dépôts, après avis motivé de l'Agence fédérale de la Dette, rendu d'initiative ou à la demande du Ministre des Finances. À cette fin, l'Agence fédérale de la Dette et la Caisse des Dépôts et Consignations se concertent chaque mois pour analyser l'évolution des sommes consignées et du taux d'intérêt appliqué par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant la forte croissance des taux d'intérêts suivant la politique de taux d'intérêt de la Banque centrale européenne, qui rend nécessaires l'entrée en vigueur sans délai et à la date de leur publication au Moniteur Belge des mesures prévues par le présent arrêté.

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 4 de l'arrêté royal du 4 mai 2020 sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Toutes les catégories de consignations visés à l'article 2 de la loi du 11 juillet 2018 sur la Caisse des Dépôts et Consignations, jouissent d'un taux d'intérêt égal au rendement des emprunts publics belges (OLO) sur le marché secondaire d'une durée résiduelle d'un an tel que publié quotidiennement par la Banque Nationale de Belgique. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Le taux d'intérêt visé à l'article 4 est calculé comme suit :

- le calcul a lieu chaque mois le cinquième dernier jour ouvrable, au sens de l'article 3, 70^o de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, du mois considéré sur base du rendement des obligations linéaires à échéance fixe ;

- un taux moyen est calculé chaque mois sur base des rendements journaliers publiés les jours ouvrables dont le premier est le cinquième dernier jour ouvrable du mois précédent et le dernier celui du sixième dernier jour ouvrable du mois en cours ;

- un nouveau taux est déterminé chaque mois. Le nouveau taux d'intérêt est égal au taux moyen arrondi au dixième de pourcent supérieur ou inférieur selon que le centième atteigne ou non 5.

Lorsque cette méthode de calcul aboutit à un résultat négatif, le nouveau taux d'intérêt est égal à 0 %. Lorsque cette méthode de calcul aboutit à un résultat supérieur à 2,50 %, le nouveau taux d'intérêt est égal à 2,50 %.

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/2 rédigé comme suit :

« Art. 4/2. Le nouveau taux d'intérêt déterminé en application de l'article 4/1 est applicable au mois qui suit ce calcul. ».

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 9 maart 2023;

Gelet op het advies 73.222/2 van de Raad van State, gegeven op 29 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de opheffing van voornoemd ministerieel besluit van 13 oktober 2016, wordt de vaststelling van de rentevoet voor consignaties bij de Deposito- en Consignatiekas alsook de berekeningswijze van deze rentevoet ingevoegd in de artikelen 4 tot 4/2 van het koninklijk besluit van 4 mei 2020.

Overwegende dat een buitensporig hoge rente op de deposito's bij de Deposito- en Consignatiekas nadelig zou kunnen zijn voor het niveau van de overheidsschuld indien deze bedragen niet voldoende snel kunnen worden opgenomen in de financieringsbehoeften van het Federaal Agentschap van de Schuld na toepassing van artikel 115, eerste lid, van de wet houdende diverse fiscale en financiële bepalingen van 21 december 2013, en het herfinancieringsrisico van de federale Staat zouden kunnen versterken; stelt het ontwerp van koninklijk besluit een maximumdrempel van 2,50 % vast voor de nieuwe rentevoet.

Overwegende de doelstelling om risico's voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld die zouden voortvloeien uit massale vrijwillige deposito's te vermijden, biedt het huidige ontwerp de mogelijkheid dergelijke deposito's te beperken of op te schorten, na gemotiveerd advies van het Federaal Agentschap van de Schuld, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister van Financiën. Hiertoe overleggen het Agentschap van de Schuld en de Deposito- en Consignatiekas maandelijks om de evolutie van de geconsigneerde bedragen en de rentevoet toegepast door de Deposito- en Consignatiekas.

Overwegende de sterke stijging van de rentevoeten ingevolge het rentebeleid van de Europese Centrale Bank waardoor het noodzakelijk om de in dit besluit vastgestelde maatregelen onverwijld in werking te kunnen laten treden en een inwerkingtreding op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* zich opdringt.

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 4 mei 2020 op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's, wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. Alle categorieën van consignaties zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas, genieten een rentevoet die gelijk is aan het rendement van de Belgische Staatsleningen (OLO) op de secundaire markt met een residuele looptijd van één jaar zoals dagelijks gepubliceerd door de Nationale Bank van België.”.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 4/1. De rentevoet zoals bedoeld in artikel 4 wordt als volgt berekend:

- de berekening heeft elke maand plaats op de vijfde laatste werkdag, in de zin van artikel 3, 70^o van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen, van de betreffende maand en op basis van het rendement van een lineaire obligatie met vaste looptijd;

- een gemiddelde rente wordt iedere maand berekend op basis van de dagelijks op werkdagen gepubliceerde rendementen, waarvan de eerste deze van de vijfde laatste werkdag is van de vorige maand en de laatste deze van de zesde laatste werkdag van de lopende maand;

- een nieuwe intrestvoet wordt iedere maand bepaald. De nieuwe intrestvoet is gelijk aan de gemiddelde rente afgerond op tot op een tiende van een procent% hoger of lager naargelang het cijfer van het honderdste al dan niet 5 bereikt.

Wanneer deze berekeningsmethode tot een negatief resultaat leidt, is de nieuwe intrestvoet gelijk aan 0 %. Wanneer deze berekeningsmethode een resultaat oplevert dat hoger is dan 2,50 %, dan is de nieuwe intrestvoet gelijk aan 2,50 %.”.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 4/2. De nieuwe rentevoet die ingevolge het artikel 4/1 is vastgesteld, is van toepassing op de maand die volgt op deze berekening.”.

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/3 rédigé comme suit :

« Art. 4/3. En cas de risque pour le financement de l'Etat ou la bonne gestion de la dette publique, constaté conformément à l'article 4/4, le Ministre des Finances peut limiter ou suspendre les nouvelles consignations volontaires visées à l'article 2 de la loi du 11 juillet 2018 sur la Caisse des Dépôts et Consignations.

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/4 rédigé comme suit :

« Art. 4/4. Le risque pour le financement de l'Etat ou la bonne gestion de la dette publique est évalué mensuellement par l'Agence fédérale de la dette, sur base des rapports mensuels que lui adresse la Caisse des dépôts et Consignations sur l'évolution des sommes consignées et du taux d'intérêt visés à l'article 4.

L'Agence fédérale de la Dette communique un avis motivé au Ministre des Finances soit d'initiative, lorsqu'elle constate le risque visé à l'alinéa 1^{er}, soit à la demande du Ministre des Finances. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/5 rédigé comme suit :

« Art. 4/5. Le Ministre des Finances détermine les modalités d'imputation et de versement des intérêts visés à l'article 20 de la loi du 11 juillet 2018 sur la Caisse des Dépôts et Consignations. ».

Art. 7. L'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 7 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Conseil d'Etat, section de législation

Avis 73.222/2 du 29 mars 2023 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2020 sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises, et abrogeant l'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations'

Le 10 mars 2023, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie nationale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2020 sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises, et abrogeant l'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 29 mars 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'Etat, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assessoren, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 mars 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/3 ingevoegd, luidende:

« Art. 4/3. In geval van risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld, vastgesteld overeenkomstig artikel 4/4, kan de Minister van Financiën nieuwe vrijwillige consignaties als bedoeld in artikel 2 van de Wet van 11 juli 2018 betreffende de Deposito- en consignatiekas beperken of opschorten.

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/4 ingevoegd, luidende:

« Art. 4/4. Het risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld wordt maandelijks beoordeeld door het Federaal Agentschap van de schuld, op basis van de maandelijks verslagen die de Deposito- en Consignatiekas haar bezorgt over de evolutie van de geconsigneerde bedragen en de rentevoet van deze vrijwillige deposito's als bedoeld in artikel 4.

Het Federaal Agentschap voor de Schuld maakt een gemotiveerd advies over aan de Minister van Financiën, hetzij op eigen initiatief wanneer het in het eerste lid bedoelde risico wordt vastgesteld, hetzij op verzoek van de minister van Financiën. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/5 ingevoegd, luidende:

« Art. 4/5. De Minister van Financiën bepaalt de nadere regels voor de aanrekening en de storting van de interesten als bedoeld in artikel 20 van de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas. ».

Art. 7. Het ministerieel besluit van 13 oktober 2016 tot vaststelling van de rentevoet van de uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, deposito's en borgtochten wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 73.222/2 van 29 maart 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2020 op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's, en tot opheffing van het ministerieel besluit van 13 oktober 2016 tot vaststelling van de rentevoet van de uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, deposito's en borgtochten'

Op 10 maart 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale loterij verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2020 op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's, en tot opheffing van het ministerieel besluit van 13 oktober 2016 tot vaststelling van de rentevoet van de uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, deposito's en borgtochten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 29 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 maart 2023.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig

fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

L'alinéa 5 sera complété par la date à laquelle la Secrétaire d'État au budget a donné son accord, à savoir le 9 mars 2023.

DISPOSITIF

Articles 1^{er} à 3

Les articles 1^{er} à 3 entendent exécuter l'article 20, alinéa 8, de la loi du 11 juillet 2018 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations' en fixant le taux d'intérêt pour les consignations à la Caisse des Dépôts et Consignations, ainsi que ses modalités de calcul.

Cela étant, cette dernière disposition habilite également le Roi à déterminer les modalités d'imputation et de versement de ces intérêts.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Artikel 20 van de wet van 11 juli 2018 machtigt inderdaad de Koning om nadere regels vast te stellen inzake berekening, de aanrekening en de storting van deze interesten, alsook de rentevoet.

Op heden wordt het niet nodig geacht om nadere regels vast te stellen inzake de aanrekening en de storting van deze interesten omdat de wettekst zelf voldoende duidelijkheid biedt.

Artikel 20 bepaalt o.a. dat de Deposito- en Consignatiekas de interesten uitbetaalt bij de terugbetaling van de geconsigneerde sommen, of jaarlijks op vraag van de rechthebbende.

Artikel 6 van voornoemde wet bepaalt ook dat de interactie tussen de DCK en de gebruikers verloopt via een elektronische toepassing die de gebruikers toelaat goederen te consigneren en de teruggave ervan te vragen.

Indien de praktijk zou uitwijzen dat er toch nadere regels noodzakelijk zouden zijn kan het Koninklijk besluit later nog worden aangevuld ».

Dès lors que l'habilitation contenue à l'article 20, alinéa 8, de la loi du 11 juillet 2018 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations' est une habilitation obligatoire, et non facultative, le Roi ne peut pas se dispenser de son exécution.

Le dispositif sera par conséquent complété pour procurer une exécution complète à cet article ou pour habiliter le ministre des Finances à cet effet ¹.

Article 2

1. La notion de « jour bancaire ouvrable » dont il est fait usage à l'article 4/1, alinéa 1^{er} 2, premier et deuxième tirets, en projet de l'arrêté royal du 4 mai 2020 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises', n'est définie ni dans la loi du 11 juillet 2018, à laquelle le projet procure une exécution, ni dans l'arrêté royal modifié par le projet, ni dans le projet lui-même.

Le dispositif sera complété pour définir cette notion.

2. À l'article 4/1, alinéa 1^{er}, deuxième tiret, en projet, il y a lieu, dans la version française, de remplacer le participe présent « précédant » par l'adjectif « précédent ».

3. À l'article 4/1, alinéa 2, en projet, la règle d'arrondissement y énoncée doit être précisée, s'agissant notamment de la question de savoir quand elle s'applique vers le haut et quand vers le bas – et de quelle manière – lorsque le chiffre obtenu pour le calcul du nouveau taux d'intérêt se situe entre deux décimales.

artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Het vijfde lid moet worden aangevuld met de datum van de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting, te weten 9 maart 2023.

DISPOSITIEF

Artikelen 1 tot 3

Met de artikelen 1 tot 3 wordt beoogd uitvoering te geven aan artikel 20, achtste lid, van de wet van 11 juli 2018 'op de Deposito- en Consignatiekas', door de rentevoet voor consignaties bij de Deposito- en Consignatiekas alsook de berekeningswijze van deze rentevoet vast te stellen.

Daarnaast machtigt die laatste bepaling de Koning ook om de nadere regels te bepalen voor de aanrekening en de storting van die interesten.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Artikel 20 van de wet van 11 juli 2018 machtigt inderdaad de Koning om nadere regels vast te stellen inzake berekening, de aanrekening en de storting van deze interesten, alsook de rentevoet.

Op heden wordt het niet nodig geacht om nadere regels vast te stellen inzake de aanrekening en de storting van deze interesten omdat de wettekst zelf voldoende duidelijkheid biedt.

Artikel 20 bepaalt o.a. dat de Deposito- en Consignatiekas de interesten uitbetaalt bij de terugbetaling van de geconsigneerde sommen, of jaarlijks op vraag van de rechthebbende.

Artikel 6 van voornoemde wet bepaalt ook dat de interactie tussen de DCK en de gebruikers verloopt via een elektronische toepassing die de gebruikers toelaat goederen te consigneren en de teruggave ervan te vragen.

Indien de praktijk zou uitwijzen dat er toch nadere regels noodzakelijk zouden zijn kan het Koninklijk besluit later nog worden aangevuld.”

Aangezien de machtiging vervat in artikel 20, achtste lid, van de wet van 11 juli 2018 'op de Deposito- en Consignatiekas' een verplichte en dus geen facultatieve machtiging is, kan de Koning er niet van afzien daar uitvoering aan te geven.

Het dispositief dient derhalve te worden aangevuld zodat dat artikel volledig wordt uitgevoerd, of zodat de minister van Financiën daartoe wordt gemachtigd.¹

Artikel 2

1. Het begrip “bankwerkdag”, dat gebezigd wordt in het ontworpen artikel 4/1, eerste lid,² eerste en tweede streepje, van het koninklijk besluit van 4 mei 2020 'op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's', wordt niet gedefinieerd in de wet van 11 juli 2018, waaraan het ontwerp uitvoering geeft, noch in het koninklijk besluit dat bij het ontwerp wordt gewijzigd, noch in het ontwerp zelf.

Het dispositief dient te worden aangevuld met een definitie van dat begrip.

2. In het ontworpen artikel 4/1, eerste lid, tweede streepje, dient in de Franse tekst het onvoltooid deelwoord “précédant” vervangen te worden door het adjectief “précédent”.

3. De in het ontworpen artikel 4/1, tweede lid, vervatte afrondingsregel dient nader te worden uitgewerkt, aangezien met name de vraag rijst wanneer naar boven dan wel naar onder moet worden afgerond – en op welke wijze – wanneer het verkregen cijfer voor de berekening van de nieuwe rentevoet tussen twee decimalen ligt.

Article 3

Les mots « de l'article précédent » seront remplacés par les mots « de l'article 4/1 ».

Article 4

L'article 4/3 en projet de l'arrêté royal du 4 mai 2020 entend habiliter le ministre des Finances à limiter ou suspendre les nouvelles consignations volontaires « [e]n cas de risque pour le financement de l'État ou la bonne gestion de la dette publique, constaté conformément à l'article 4/4 ».

Dans son avis 67.084/2 donné 8 avril 2020 sur le projet devenu cet arrêté royal, la section de législation a, à cet égard, observé ce qui suit :

« Il convient toutefois d'insister sur le fait que, comme souligné par la section de législation dans son précédent avis [3], les délégations au ministre ne peuvent concerner que des éléments plus accessoires ou de l'ordre du détail.

À cet égard, il apparaît en l'espèce qu'à tout le moins, la détermination des catégories de biens consignables (article 2 du projet) ne constitue pas un élément d'ordre accessoire ou de détail, de telle sorte qu'il appartient au Roi lui-même d'en fixer les éléments essentiels ».

Dans son avis sur le projet à l'examen, l'Inspecteur des Finances a fait remarquer ce qui suit :

« De l'Inspectie van financiën moet wel stilstaan bij de artikelen 4 en 5.

Vanuit legistiek standpunt moet verwezen worden naar het advies van de Raad van State nr 67.084/2 volgens dewelke de delegaties aan de minister enkel betrekking kunnen hebben op bijkomstige aspecten of detailkwesties. In dat opzicht blijkt in casu dat op zijn minst de bepaling van de categorieën van consigneerbare goederen geen bijkomstig aspect of detailkwestie vormt, zodat het aan de Koning zelf staat om te bepalen wat de belangrijkste aspecten ervan zijn.

Toch wordt hier aan de Minister delegatie gegeven om de instroom van vrijwillige deposito's te beperken of op te schorten. Dit is volgens de Inspectie van financiën geen detailkwestie en kan dan ook niet aan de Minister worden gedelegeerd.

Anderzijds is er het gegeven van het goed beheer van de overheidsschuld.

De Inspectie van financiën heeft recentelijk een aantal keer kunnen lezen dat de DCK aanbevolen werd als alternatief voor het spaarboekje. Er is hierover gesproken geweest in het Strategisch Comité van het Agentschap van de Schuld en het nu voorliggende dossier wenst het daar geopperde risico te verhelpen.

In het ontwerp staat :

'Art. 4/3. In geval van risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld kan de Minister van Financiën nieuwe vrijwillige consignaties als bedoeld in artikel 2 van de Wet van 11 juli 2018 betreffende de Deposito- en consignatiekas beperken of opschorten.

De Minister van Financiën kan de in het eerste lid bedoelde maatregel in de tijd beperken en de toepassing ervan aan voorwaarden onderwerpen.

Art. 4/4. Het risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld wordt maandelijks beoordeeld, na advies van het Federaal Agentschap van de Schuld, op basis van de maandelijks verslagen die de Deposito- en Consignatiekas haar bezorgt over de evolutie van de geconsigneerde bedragen en de rentevoet van deze vrijwillige deposito's als bedoeld in artikel 4.'

Het komt de Inspectie van financiën voor dat er dus eerst een analyse moet gebeuren voordat er beslist kan worden tot een tijdelijke beperking of opschorting van de vrijwillige consignaties.

Vraag is echter of er niet met pro-actief moet worden gehandeld en dat er nu reeds bepaald moet worden dat vrijwillige consignaties boven een bedrag X niet toegelaten worden en dat vrijwillige consignaties als het totaal aan consignaties boven een bedrag Y uitstijgen moeten worden beperkt of opgeschort. Op die manier zal men het risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld beter bewaken.

Artikel 3

De woorden "het vorige artikel" dienen te worden vervangen door de woorden "artikel 4/1".

Artikel 4

Het ontworpen artikel 4/3 van het koninklijk besluit van 4 mei 2020 beoogt de minister van Financiën ertoe te machtigen de nieuwe vrijwillige consignaties te beperken of op te schorten "[i]n geval van risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld, vastgesteld overeenkomstig artikel 4/4".

In advies 67.084/2 van 8 april 2020 over het ontwerp dat geleid heeft tot dat koninklijk besluit, heeft de afdeling Wetgeving in dat verband het volgende opgemerkt:

"Zoals door de afdeling Wetgeving in haar vorige advies opgemerkt is,³⁾ dient evenwel benadrukt te worden dat de delegaties aan de minister enkel betrekking kunnen hebben op bijkomstige aspecten of detailkwesties.

In dat opzicht blijkt in casu dat op zijn minst de bepaling van de categorieën van consigneerbare goederen (artikel 2 van het ontwerp) geen bijkomstig aspect of detailkwestie vormt, zodat het aan de Koning zelf staat om te bepalen wat de belangrijkste aspecten ervan zijn."

De inspecteur van Financiën heeft in zijn advies over het voorliggende ontwerp op het volgende gewezen:

"De Inspectie van financiën moet wel stilstaan bij de artikelen 4 en 5.

Vanuit legistiek standpunt moet verwezen worden naar het advies van de Raad van State nr 67.084/2 volgens dewelke de delegaties aan de minister enkel betrekking kunnen hebben op bijkomstige aspecten of detailkwesties. In dat opzicht blijkt in casu dat op zijn minst de bepaling van de categorieën van consigneerbare goederen geen bijkomstig aspect of detailkwestie vormt, zodat het aan de Koning zelf staat om te bepalen wat de belangrijkste aspecten ervan zijn.

Toch wordt hier aan de Minister delegatie gegeven om de instroom van vrijwillige deposito's te beperken of op te schorten. Dit is volgens de Inspectie van financiën geen detailkwestie en kan dan ook niet aan de Minister worden gedelegeerd.

Anderzijds is er het gegeven van het goed beheer van de overheidsschuld.

De Inspectie van financiën heeft recentelijk een aantal keer kunnen lezen dat de DCK aanbevolen werd als alternatief voor het spaarboekje. Er is hierover gesproken geweest in het Strategisch Comité van het Agentschap van de Schuld en het nu voorliggende dossier wenst het daar geopperde risico te verhelpen.

In het ontwerp staat:

'Art. 4/3. In geval van risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld kan de Minister van Financiën nieuwe vrijwillige consignaties als bedoeld in artikel 2 van de Wet van 11 juli 2018 betreffende de Deposito- en consignatiekas beperken of opschorten.

De Minister van Financiën kan de in het eerste lid bedoelde maatregel in de tijd beperken en de toepassing ervan aan voorwaarden onderwerpen.

Art. 4/4. Het risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld wordt maandelijks beoordeeld, na advies van het Federaal Agentschap van de Schuld, op basis van de maandelijks verslagen die de Deposito- en Consignatiekas haar bezorgt over de evolutie van de geconsigneerde bedragen en de rentevoet van deze vrijwillige deposito's als bedoeld in artikel 4.'

Het komt de Inspectie van financiën voor dat er dus eerst een analyse moet gebeuren voordat er beslist kan worden tot een tijdelijke beperking of opschorting van de vrijwillige consignaties.

Vraag is echter of er niet met pro-actief moet worden gehandeld en dat er nu reeds bepaald moet worden dat vrijwillige consignaties boven een bedrag X niet toegelaten worden en dat vrijwillige consignaties als het totaal aan consignaties boven een bedrag Y uitstijgen moeten worden beperkt of opgeschort. Op die manier zal men het risico voor de financiering van de Staat of het goede beheer van de overheidsschuld beter bewaken.

Als die vraag positief beantwoord wordt, dan kan men die grenzen ook inschrijven in het ontwerp van KB ».

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a fourni la réponse suivante :

« In het advies van de Inspecteur van Financiën worden enkele opmerkingen geformuleerd, waarvoor u hierna een bijkomende toelichting kan vinden.

Deze toelichting werd ook opgenomen in de brief met de adviesvraag gericht aan de staatssecretaris bevoegd voor Begroting.

- De IF heeft een opmerking inzake de machtiging aan de Minister om vrijwillige deposito's op te schorten of te beperken.

Deze maatregel zal uiteraard gebaseerd worden op de maandelijkse analyses die dienen te gebeuren overeenkomstig het art. 4/4 in het ontwerp van Koninklijk besluit en het gemotiveerd advies van het Federaal Agentschap van de schuld. Het art. 4/4 werd ingevolge het advies IF aangepast in die zin dat de maandelijkse beoordeling van het risico op financiering voor de Federale Staat gebeurt door het Federaal Agentschap van de schuld dat een gemotiveerd advies kan overmaken aan de Minister van Financiën, hetzij op eigen initiatief of op verzoek van de Minister.

Om snel te kunnen reageren indien er zich een hoger beschreven situatie voordoet wordt ervoor geopteerd om te werken met een machtiging aan de Minister en niet aan de Koning.

- De IF stelt de vraag of er niet proactief een beperking moet worden toegepast door het invoeren van een maximumbedrag van vrijwillige consignaties.

Deze optie wordt niet weerhouden. Wij zijn van mening dat de (i) de maandelijkse monitoring en (ii) de mogelijkheid om de vrijwillige consignaties op korte termijn te beperken of op te schorten, ervoor zal zorgen dat de nodige stappen snel kunnen worden genomen indien er zich effectief risico's stellen voor de financiering van de Belgische Staat. Ook de beperking van de maximale rentevoet tot 2,5 % zal de waarschijnlijkheid van het zich voordoen van voornoemde risico's sterk doen afnemen. Deze maatregelen wordt meer proportioneel geacht dan het proactief invoeren van een maximumbedrag voor de vrijwillige consignaties omdat dit de mogelijkheid voor gemeenten om een vrijwillige consignaties te verrichten quasi volledig zonder voorwerp zou maken ».

Il ressort de la réponse du délégué du Ministre que l'habilitation au ministre des Finances est justifiée par la nécessité de pouvoir réagir sans aucun retard afin de remédier d'urgence à un risque pour le financement de l'État ou de garantir la bonne gestion de la dette publique.

Force est également de constater que cette habilitation a un objet limité, à savoir, limiter ou suspendre les nouvelles consignations volontaires⁴, que, à la suite de l'avis de l'Inspecteur des Finances, elle a été davantage encadrée par l'auteur du projet puisque le ministre des Finances ne peut faire usage de cette habilitation qu'en cas de risque pour le financement de l'État ou la bonne gestion de la dette publique constatée par l'Agence fédérale de la Dette conformément à l'article 4/4 en projet. Une telle suspension ou limitation de nouvelles consignations volontaires ne pourra, partant, valoir que pour la durée du risque constaté par l'Agence fédérale de la Dette.

Dans ces conditions, la délégation au ministre des Finances paraît admissible.

Article 7

Il n'y a pas lieu de reproduire une disposition abrogatoire, l'abrogation de l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 'fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations depuis mai 2012' ayant été opérée par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 'fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations', lequel est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2016 et a épuisé tous ses effets à cette date.

Als die vraag positief beantwoord wordt, dan kan men die grenzen ook inschrijven in het ontwerp van KB."

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"In het advies van de Inspecteur van Financiën worden enkele opmerkingen geformuleerd, waarvoor u hierna een bijkomende toelichting kan vinden.

Deze toelichting werd ook opgenomen in de brief met de adviesvraag gericht aan de staatssecretaris bevoegd voor Begroting.

- De IF heeft een opmerking inzake de machtiging aan de Minister om vrijwillige deposito's op te schorten of te beperken.

Deze maatregel zal uiteraard gebaseerd worden op de maandelijkse analyses die dienen te gebeuren overeenkomstig het art. 4/4 in het ontwerp van Koninklijk besluit en het gemotiveerd advies van het Federaal Agentschap van de schuld. Het art. 4/4 werd ingevolge het advies IF aangepast in die zin dat de maandelijkse beoordeling van het risico op financiering voor de Federale Staat gebeurt door het Federaal Agentschap van de schuld dat een gemotiveerd advies kan overmaken aan de Minister van Financiën, hetzij op eigen initiatief of op verzoek van de Minister.

Om snel te kunnen reageren indien er zich een hoger beschreven situatie voordoet wordt ervoor geopteerd om te werken met een machtiging aan de Minister en niet aan de Koning.

- De IF stelt de vraag of er niet proactief een beperking moet worden toegepast door het invoeren van een maximumbedrag van vrijwillige consignaties.

Deze optie wordt niet weerhouden. Wij zijn van mening dat de (i) de maandelijkse monitoring en (ii) de mogelijkheid om de vrijwillige consignaties op korte termijn te beperken of op te schorten, ervoor zal zorgen dat de nodige stappen snel kunnen worden genomen indien er zich effectief risico's stellen voor de financiering van de Belgische Staat. Ook de beperking van de maximale rentevoet tot 2,5 % zal de waarschijnlijkheid van het zich voordoen van voornoemde risico's sterk doen afnemen. Deze maatregelen wordt meer proportioneel geacht dan het proactief invoeren van een maximumbedrag voor de vrijwillige consignaties omdat dit de mogelijkheid voor gemeenten om een vrijwillige consignaties te verrichten quasi volledig zonder voorwerp zou maken."

Blijkens het antwoord van de gemachtigde van de minister wordt de aan de minister van Financiën verleende machtiging gerechtvaardigd door de noodzaak om onverwijld te kunnen reageren zodat risico's voor de financiering van de Belgische Staat met spoed worden weggenomen of het goede beheer van de overheidsschuld wordt gewaarborgd.

Er dient ook te worden vastgesteld dat die machtiging een beperkte strekking heeft, namelijk de beperking of opschorting van nieuwe vrijwillige consignaties⁴ en dat de steller van het ontwerp die machtiging, gevolg gevend aan het advies van de inspecteur van Financiën, verder heeft afgebakend: de minister van Financiën kan er namelijk enkel gebruik van maken in geval van risico's voor de financiering van de Staat of voor het goede beheer van de overheidsschuld, vastgesteld door het Federaal Agentschap van de Schuld overeenkomstig het ontworpen artikel 4/4. Een dergelijke opschorting of beperking van de nieuwe vrijwillige consignaties kan derhalve enkel gelden zolang het risico, vastgesteld door het Federaal Agentschap van de Schuld, aanwezig is.

In die omstandigheden lijkt de aan de minister van Financiën verleende machtiging aanvaardbaar.

Artikel 7

Er moet geen opheffingsbepaling worden opgenomen, aangezien het ministerieel besluit van 6 maart 2014 'tot vaststelling van de rentevoet van de vanaf mei 2012 uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten' opgeheven is bij artikel 5 van het ministerieel besluit van 13 oktober 2016 'tot vaststelling van de rentevoet van de uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, deposito's en borgtochten', dat op 1 oktober 2016 in werking getreden is en op die datum zijn volledig uitwerking heeft gehad.

L'abrogation de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2016 'fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations' prévue par l'article 6 du projet n'a pas pour effet de faire « revivre » les dispositions modifiées telles qu'elles existaient avant leur abrogation³.

L'article 7 sera par conséquent omis et la numérotation des articles subséquents sera adaptée en conséquence.

Article 8 (devenant l'article 7)

L'article 8 dispose que l'arrêté en projet entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes législatifs et réglementaires', il faut renoncer à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

À défaut de justification spécifique, l'article 8 sera omis.

Le greffier,
Esther CONTI

Le président,
Pierre VANDERNOOT

Notes

¹ Voir dans le même sens l'avis 67.084/2 donné le 8 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 mai 2020 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises'.

² L'article 4/1 en projet n'étant pas divisé en paragraphes, l'indication « § 1^{er}. » doit être omise au début de la disposition.

³ Avis 66.738/2 donné le 16 décembre 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 mai 2020 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises'.

⁴ Il ne s'agit donc pas d'habiliter le ministre des Finances à déterminer de manière générique les catégories de biens consignables, mais bien de l'habiliter à limiter ou suspendre la consignation d'une catégorie particulière de biens consignables dans certaines circonstances spécifiques. L'hypothèse est donc différente de celle visée par l'observation de la section de législation dans son avis 67.084/2 donné le 8 avril 2020 citée par l'Inspecteur des Finances et reproduite plus haut.

⁵ Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation nos 9 et 135.

De opheffing van het ministerieel besluit van 13 oktober 2016 'tot vaststelling van de rentevoet van de uit te keren intresten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, deposito's en borgtochten', waarin wordt voorzien door artikel 6 van het ontwerp, heeft niet tot gevolg dat de gewijzigde bepalingen "weer tot leven" worden gebracht zoals die vóór hun opheffing bestonden.⁵

Artikel 7 moet dan ook worden weggelaten en de nummering van de daaropvolgende artikelen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt)

Volgens artikel 8 treedt het ontworpen besluit in werking op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding, bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', dient te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding, zodat elkeen over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Indien geen specifieke verantwoording wordt gegeven, moet artikel 8 worden weggelaten.

De griffier,
Esther CONTI

De voorzitter,
Pierre VANDERNOOT

Nota's

¹ Zie in dezelfde zin advies 67.084/2 van 8 april 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 4 mei 2020 'op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's'.

² Aangezien het ontworpen artikel 4/1 niet in paragrafen is ingedeeld, moet de vermelding "§ 1." aan het begin van de bepaling worden geschrapt.

³ Advies 66.738/2 van 16 december 2019 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 4 mei 2020 'op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's'.

⁴ De machtiging verleend aan de minister van Financiën is dus niet bedoeld om op algemene wijze de categorieën van consigneerbare goederen te bepalen, maar wel om de consignatie van een welbepaalde categorie van consigneerbare goederen in een aantal specifieke omstandigheden te beperken of op te schorten. Het geval waarvan sprake is, is dus verschillend van het geval bedoeld in de hierboven overgenomen opmerking van de afdeling Wetgeving in advies 67.084/2 van 8 april 2020, geciteerd door de inspecteur van Financiën.

⁵ Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 9 en 135.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/41751]

7 AVRIL 2023. — Arrêté ministériel relatif aux délégations à accorder à certains fonctionnaires de l'administration générale de la Trésorerie du Service public fédéral Finances en matière de placements et investissements des fonds consignés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 11 juillet 2018, les articles 3 et 17, modifié par la loi du 27 juin 2021 portant des dispositions financières diverses ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 2022 portant exécution de l'article 17 de la loi du 11 juillet 2018 sur la Caisse des Dépôts et Consignations, article 1^{er} ;

Considérant qu'il importe de permettre à des fonctionnaires de l'Administration générale de la Trésorerie de réaliser techniquement les opérations de placements et investissements visées à l'article 17 de la loi

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2023/41751]

7 APRIL 2023. — Ministerieel besluit betreffende de machtiging van bepaalde ambtenaren van de Algemene administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën voor de plaatsingen en beleggingen van de geconsigneerde sommen bij de Deposito- en Consignatiekas

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas, artikelen 3 en 17, gewijzigd bij de wet van 27 juni 2021 houdende diverse financiële bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart ter uitvoering van artikel 17 van de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas, artikel 1;

Overwegende dat het van belang is aan ambtenaren van de Algemene administratie van de Thesaurie toe te laten om de plaatsings- en beleggingsverrichtingen zoals bedoeld in artikel 17 van de wet van